

Compétitivité française

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Entre des grandes entreprises qui vont produire ailleurs et des entreprises moyennes trop peu nombreuses, la France souffre d'un déficit croissant d'exportateurs. C'est le cœur de son problème économique. Non qu'il faille à tout prix exporter, mais toutes les analyses montrent que les entreprises présentes sur les marchés internationaux sont plus productives, plus innovantes et paient des salaires plus élevés.

Si ce défi est désormais bien identifié, la réponse ne va pas de soi. Par tradition ou par facilité, les dirigeants politiques français ont tendance à assimiler intérêt national et prospérité des champions industriels. Ils sont donc enclins à promouvoir ces derniers en les défendant contre la politique de la concurrence européenne et en tentant d'arracher pour eux des contrats à l'exportation.

Envergure mondiale

Cette assimilation n'a cependant plus guère de fondement. Certes, une partie des éclatants profits de l'indice CAC40 revient aux résidents de l'Hexagone. Mais pour l'essentiel – et on ne peut le leur reprocher –, l'objectif stratégique de ces grandes entreprises est d'acquérir une envergure mondiale. Il n'est pas de promouvoir le territoire national.

L'intérêt de l'économie française est en revanche de faire naître, croître et prospérer de nouvelles entreprises, quitte à ce que celles-ci bousculent les champions établis. Cela suppose qu'elles soient suffisamment rentables pour engager et maintenir des efforts d'exportation, qu'elles aient accès à des financements de croissance, au lieu de dépendre excessivement du crédit bancaire, et qu'elles aient la capacité d'investir dans la recherche et l'innovation. C'est à ce prix que l'économie française retrouvera une capacité de croissance au sein de la zone euro. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe.
Courriel: chronique@pisani-ferry.net



Par Martin Wolf

Les dirigeants européens en ont-ils fait assez jusqu'à présent pour faire repartir la zone euro d'un bon pied? Des avancées ont certes été enregistrées. Mais d'autres seront nécessaires, tant sur le plan intellectuel qu'au niveau institutionnel. Je suis persuadé que de nouvelles crises accéléreront ces réformes. Mais cela n'est en rien une certitude.

Il faut de la solidarité et de la discipline pour que des Etats souverains partagent une même monnaie. Plus différentes sont les économies impliquées et plus divergentes leurs performances, plus le besoin de solidarité est fort, et moins celle-ci est susceptible de se manifester. On en a eu la preuve. Je pensais qu'un union politique plus étroite et une plus grande flexibilité économique seraient nécessaires pour que la zone euro survive sur le long terme. Et que ce ne serait qu'en période de crise que l'on verrait si les conditions de sa survie sont réunies. La crise actuelle constitue donc un test.

«L'Europe, remarquait dans un discours récent Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), évolue, s'élargit, progresse sur la voie de l'intégration. Toutefois, cela ne se déroule pas selon un plan prédéfini et convenu, mais en réponse aux défis qu'elle rencontre, lesquels sont dans certains cas susceptibles de mettre en péril l'existence même de l'Union.»

La réponse apportée à la crise est un magnifique exemple des dangers et des avantages à attendre de cette approche. La crise a pris l'Europe au dépourvu. Certains avaient conscience des risques

L'éclairage Est-il légitime de faire supporter aux contribuables des pays débiteurs le coût des prêts irresponsables consentis par les Etats créanciers?

Euro : une faute partagée

qu'entraînaient les énormes déséquilibres internes et les prêts irresponsables aux pays périphériques. Rares, en revanche, furent ceux qui comprirent que ces éléments risquaient d'interagir avec un désastre financier mondial et de générer des crises conjuguées du système bancaire, de la dette souveraine et de la compétitivité au sein de la zone euro.

Face à ces périls, les dirigeants ont innové de manière spectaculaire. En moins d'un an, ils ont approuvé, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), un plan de sauvetage de la Grèce de 110 milliards d'euros, créé un Fonds européen de stabilité financière (FESF) doté de 440 milliards d'euros, décidé d'amender le traité

bonne pour pouvoir mettre en place un mécanisme permanent de sauvetage, amendé le pacte de stabilité et de croissance afin de renforcer la discipline financière et créé un nouveau système de surveillance macroéconomique.

L'Allemagne a accepté des idées que ses citoyens abhorrent. Les pays en difficulté ont accepté une austérité que leurs citoyens abhorrent. Tout cela a suscité maints remous et déclenché force hurlements. Mais le spectacle continue.

Pourtant, même si elle a beaucoup progressé, la zone euro n'est pas encore allée suffisamment loin. Trois défis se posent à elle. Tout d'abord, ses dirigeants

n'ont pas créé un régime capable d'éviter et, éventuellement, de gérer les crises potentielles. Certes, des accords ont été dégagés dans des domaines importants. L'un concerne la volonté de contrôler et de promouvoir la compétitivité, en particulier sur les marchés de la main-d'œuvre. Sans flexibilité de ces marchés, une monnaie commune ne peut fonctionner. Un autre accord concerne l'attention portée à la durabilité budgétaire à long terme. Un autre est la décision de légiférer en matière de résolution bancaire. Un autre encore devrait accoucher d'un projet de surveillance de l'endettement des banques, des ménages et des entreprises non financières.

Toutefois, de larges failles subsistent. La principale d'entre elles est le refus de reconnaître le lien

entre les excédents extérieurs des pays du centre et la fragilité financière de la périphérie. On accorde une attention excessive au manque de discipline budgétaire, qui n'a pourtant pas été la cause des crises espagnole et irlandaise.

Par ailleurs, le plus gros défaut du projet de mécanisme permanent de stabilité européenne est que ses ressources – 500 milliards d'euros au total – seraient insuffisantes pour gérer des crises de liquidités dans les principaux pays. De surcroît, comme l'a également fait remarquer Wolfgang Münchau, éditorialiste au *Financial Times*, cet

te réserve est tributaire de pays qui pourraient eux-mêmes devoir être sauvés.

En deuxième lieu, personne ne sait si les pays aujourd'hui en difficulté seront en mesure de surmonter leur crise à un coût politique acceptable. Ils ont à peine amorcé ce qui promet d'être un long et douloureux processus d'ajustement. Aujourd'hui, la Grèce, l'Irlande et le Portugal constatent que leurs possibilités d'accès aux marchés financiers sont d'un coût politique nul ne sait quand ni comment ils pourront à nouveau y accéder. Pourtant, il n'existe aucune alternative facile aux épreuves qui les attendent. Les pays en difficulté enregistrent de gros déficits budgétaires primaires (avant paiement des intérêts). Aussi, la seule reconstruction de la dette n'est pas la panacée.

La question se pose aussi de savoir si les pays en difficulté peuvent recouvrer leur compétitivité sans rendre encore plus ingérable leur dette libellée en euros. Pour l'instant, les deux pays susceptibles de payer ne s'ajustent et à sortir du bourbier semblent être l'Espagne et l'Irlande. Mais de nouvelles crises politiques et économiques ont toutes les chances de se produire.

En troisième lieu, la zone euro n'a pas réussi à trancher le nœud gordien liant la crise budgétaire à la crise financière. L'opinion dominante, aujourd'hui, est que les principaux créanciers des banques devraient être indemnisés, tandis que les gouvernements doivent éviter de restructurer leurs dettes. Cette combinaison est le plus sûr moyen de faire supporter le coût des prêts irresponsables du passé aux contribuables des pays dont

les secteurs privés ont inconsidérément emprunté.

L'Union est aussi, hélas, une «union de transferts». Or ces transferts ont eu lieu il y a des années, à l'époque où les prêts en question ont été accordés. Il serait utile – et honnête – de la part du gouvernement allemand et de ceux des autres pays créanciers d'expliquer à leurs citoyens que, en venant à la rescousse des pays périphériques, ils sauvegardent leur propre épargne. La seule alternative serait de passer leurs prêts par pertes et profits, et de recapitaliser directement leurs banques. Le reconnaître serait admettre que leur politique passée a été erronée. Cela serait sans aucun doute utile.

Allons plus loin, en admettant que les erreurs commises tant par les vertueux que par les pêcheurs pourraient être une condition nécessaire pour accroître la vertu politique de renforcer le système. D'immenses défis se profilent encore à l'horizon. Il serait plus facile de croire qu'ils seront surmontés si chacun reconnaissait sa part de responsabilité dans le désordre actuel. Aussi bien ceux qui ont prêté de manière stupide que ceux qui ont stupidement emprunté.

Comme l'a remarqué Christine Lagarde, la ministre des finances française, «il faut être deux pour danser le tango». Le tango européen est diaboliquement complexe, mais le bal continue. Et il continuera tant que les danseurs continueront à vouloir rester enlacés. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le «Financial Times» © «FT» (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)